

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 10 janvier 2024

DATE DE PUBLICATION : 18 janvier 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept janvier, à vingt heures trente les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle polyvalente de la Maison des Associations, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK - M. MALGHI - Mme BRANDON - Mme RASAMOELY - M. BARAY – Mme SOW – Mme BAYRAM - Mme CAYOUX - M. JOLIVET – M. LALOT - M. RENOUF – Mme TORRES – M. TOUANE – Mme LAMA - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU – M. BALABAN

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme PASCAUD à M. DEMAUMONT
- M. KHALID à M. RAMBAUD
- M. BA à Mme TORRES
- Mme MANAI-AHMADI à M. ÖZTÜRK
- M. TAVARES à M. RENOUF
- M. CHRISTODOULOU à Mme LAMA
- M. FAURE à Mme DURAND
- Mme PERIERS à M. GUEDJ

ABSENTS

- Mme HENRY
- M. OREN

EXCUSÉS

- Mme PRIEUX

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme TORRES

OBJET :
Vidéoprotection : avis du conseil municipal

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20240124-DEL_2024_01001-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/01/2024

OBJET :
Vidéoprotection : avis du conseil municipal

Directeur de secteur : Eric PELTIER

Service : Police Municipale

Affaire suivie par : Eric PELTIER

M. MALGHI :

Préambule

Il a été créé une commission « vidéoprotection » afin d'étudier la faisabilité de l'implantation de la Vidéoprotection sur le territoire de la commune. Cette commission s'est réunie à quatre reprises. Elle comptait 12 élus (dont 2 qui ne sont jamais venus aux réunions) et un technicien. De nombreux échanges ont eu lieu sur la possibilité d'implanter la vidéoprotection, et de nombreuses questions ont été posées sur la réglementation, les règles d'utilisation, les lieux possibles d'implantation, les process administratifs, les coûts, etc...

Lors de la 2^{ème} réunion, la commission a reçu les deux référents suretés de la DDSP Loiret, et les élus ont pu échanger avec eux. Lors de la 3^{ème} réunion, la commission a accueilli un AMO, afin qu'il explique aux élus le rôle d'un AMO dans l'évolution d'un tel dossier. Certains membres de la commission ont visité trois Centres de Supervision Urbain (CSU) très différents, celui de Lorris, Cepoy/Corquilleroy et Montargis.

A l'issu de ces réunions, il a été décidé de présenter à l'ensemble des élus les travaux de la commission, en leur présentant ce projet en vingt questions.

1. Pourquoi installer une vidéoprotection :

La vidéoprotection est un outil qui renforcera le dispositif de sécurité sur le territoire de la commune. Elle permettra de lutter contre l'insécurité de manière générale. Il y a un apport très réconfortant pour les victimes, et également une aide psychologique dans certains cas, quand la vidéoprotection permet d'appréhender le ou les auteurs.

De plus, il faut savoir que toutes les communes de l'agglomération ont une surveillance par caméras sur leur territoire, et Chalette-sur-Loing est la seule commune qui n'en a pas, et cette absence de surveillance sur la commune, facilite une certaine délinquance sur notre territoire.

2. Quels sont les apports de la Vidéoprotection :

- Prévenir les actes de délinquance sur la voie publique
- Aide à l'élucidation de crimes et de délits
- Appui visuel aux forces de l'ordre en cas de crimes ou délits en flagrance
- Constatation des infractions aux règles de la circulation
- Sécurité des personnes ou des biens dans les lieux particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ou de trafic de stupéfiant
- Prévention des dégradations
- Aide à la fluidité et à la régulation de la circulation
- Protection des bâtiments et installations publics, et leurs abords

3. Présence policière :

Une installation de la vidéoprotection sur la commune de Chalette-sur-Loing, n'exclura en rien la présence humaine des policiers municipaux et des ASVP.

4. Quelle est la différence entre la vidéosurveillance et la vidéoprotection :

La vidéoprotection est l'implantation de caméras filmant la voie publique, et la vidéosurveillance est la protection de l'intérieur d'un bâtiment ou d'une enceinte.

14. Le rapport de sécurité de la DDSP 45 :

Les deux référents sûretés de la DDSP 45 travailleront avec l'AMO, le responsable du Sce Sécurité, et le ou les élus en charge de cette mission, pour les implantations des caméras.

15. Les subventions :

La principale subvention proviendra du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD), qui sera à hauteur de 30 à 50%. Il pourra y avoir également une subvention de la part du Département et/ou de la Région, mais cela n'est pas sûr....

16. Pourquoi faire appel à un Assistant Maîtrise d'Ouvrage (AMO) :

L'AMO accompagnera la mairie afin de définir les besoins et la réalisation de ses objectifs. Il assurera toutes les démarches administratives liées à la conception du projet (les appels d'offres, les côtés techniques et réglementaires, etc...). Il s'occupera également des demandes de subventions (FIPD, voir Région et Département). Ce travail se fera en complète collaboration avec les Elus, le responsable du Sce Sécurité, le responsable du Sce Informatique, et la responsable du Sce Commande Publique. **Aucune décision ne sera prise par l'AMO.** Il donnera des conseils et fera des propositions, qui ne pourront être validés que par l'autorité territoriale.

17. Combien de caméras à installer :

Le nombre de caméras à installer sur le territoire, dépendra de la décision municipale. Par contre, il faut savoir que pour la subvention FIPD, il est fortement recommandé de prévoir un nombre maximal de caméras à installer, même s'il s'agit d'un plan pluriannuel (2 à 4 ans).

18. Quels type de caméras installées :

- Caméra fixe de contexte à plan large : Il s'agit de caméras standards que l'on retrouve dans toutes les zones vidéoprotégées, qui a un champ très large de visualisation.



- Caméra fixe à champs étroit pour une vision des plaques (VPI) : La caméra VPI (Visualisation des Plaques d'Immatriculations) à la capacité de lire les plaques d'immatriculations des véhicules. Avec l'installation d'un logiciel LPR (Licence Plate Recognition), une recherche avec une partie du numéro de la plaque d'immatriculation est possible avec toutes les caméras qui en seront équipées.



- Caméra fixe multi capteur (4 capteurs optiques à plan larges) : Elle permet de couvrir facilement quatre zones différentes avec une seule caméra.



Les caméras équipées de LAPI (Lecture Automatisée des Plaques d'Immatriculations) sont interdites pour les collectivités territoriales (sauf pour le stationnement payant), car il faut un accès aux fichiers des véhicules immatriculés.

19. Comment se fait le report des images au CSU :

Le report des images des caméras au CSU, se fera par Wifi, ou par liaison radio. Le réseau vidéoprotection est indépendant et « non ouvert ». Toute cette partie sécuritaire des données sera gérée par la société qui installera tout le système informatique et internet.

20. Peut-on déporter les images au commissariat de la Police Nationale de Montargis :

Le report des images au commissariat de la Police Nationale de Montargis n'est pas une obligation faite par la loi ou les règlements.

Il est proposé d'acter le principe de la mise en œuvre d'un système de vidéoprotection sur le domaine public de la commune de Chalette-sur-Loing.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2121-29, L2211-1, L2212-1,

VU le Code de la Sécurité Intérieure et notamment l'article L132-1,

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure, et notamment ses articles 17 et 18,

VU le décret n°2012-112 du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995,

CONSIDERANT la volonté municipale de renforcer la sécurité et la tranquillité du domaine public sur le territoire de la commune de Chalette-sur-Loing,

VU le travail de la commission « vidéoprotection » et notamment leur dernière réunion du 27 novembre 2023,

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

ACTE le principe de la mise en œuvre d'un système de vidéoprotection sur la voie publique **avant pour objectif la sécurité et la tranquillité du domaine public sur le territoire de la commune de Chalette-sur-Loing ;**

APPROUVE la poursuite des études de faisabilité techniques, réglementaires et financières, dont notamment le recours à une AMO ;

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer les documents afférents à la poursuite de ce dossier ;

DIT que la présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	30	
Votes pour	25	
Votes contre	5	<ul style="list-style-type: none"> - Mme Lama et son pouvoir, - Mme Durand et son pouvoir, - M. Lalot
Abstentions	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

.....
Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT.

